Affirmation

Israël, avec la guerre menée par son armée Tsahal à Gaza, se livre à un « génocide » en affirmant que l’Afrique du Sud est responsable de ce crime et a intenté une action contre l’État juif devant la Cour internationale de justice (CIJ) à La Haye.



Des soldats de Tsahal surplombent la Cisjordanie © Solen Feyissa Unsplash

Les faits

La mission des forces armées israéliennes Israel Defence Forces IDF (en hébreu : Zva Haganah le-Jisrael, en abrégé : Tsahal) est de défendre l’existence, l’intégrité territoriale et la souveraineté de l’État d’Israël. En outre, Tsahal est tenue de protéger la population israélienne et de lutter contre tout terrorisme qui menace Israël et sa population. Dans leur code éthique « Purity of Arms », les FDI s’engagent à protéger la dignité de chaque être humain, y compris celle de leurs adversaires. Dans les guerres asymétriques comme celle contre les terroristes à

Gaza, cela est difficile. En effet, les organisations terroristes utilisent les civils comme boucliers humains et se cachent, ainsi que leurs armes, dans des zones résidentielles.

Né pendant la guerre

Fondée le 26 mai 1948, Tsahal est issue des organisations militaires juives pendant la guerre d’indépendance d’Israël en 1948. Quelques heures seulement après la proclamation de celle-ci, le 14 mai 1948, les armées arabes des cinq pays voisins, l’Egypte, la Jordanie, la Syrie, le Liban et l’Irak, ont attaqué le jeune Etat dans le but d’anéantir Israël. La guerre s’est terminée l’année suivante, en 1949, par une victoire sans appel d’Israël.

En 1956 (crise de Suez), 1967 (guerre des Six Jours) et 1973 (guerre du Yom Kippour), Israël a dû se défendre contre d’autres menaces militaires émanant d’États arabes. Mais depuis la fin des années 1960, des groupes paramilitaires terroristes tels que les Brigades Al-Aksa, qui font partie de l’OLP, et le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) sont devenus une menace sérieuse pour Israël et sa population. Plus tard, le Hamas et le Jihad islamique palestinien (tous deux à Gaza), ainsi que le Hezbollah (au Liban), ont été rejoints par des organisations terroristes dirigées par l’Iran.

Tsahal est une armée populaire

La menace permanente qui pèse sur l’existence d’Israël et de sa population imprègne la perception que l’armée et la société civile ont d’elles-mêmes. La sécurité nationale fait partie de la conscience de tous et de la culture politique. Le service militaire fait donc partie de la vie quotidienne. Les femmes sont soumises au service militaire au même titre que les hommes. Pour les soldats masculins âgés de 18 à 29 ans, le service militaire obligatoire est de 32 mois. Pour ceux qui souhaitent intégrer les forces spéciales et les unités d’élite, l’obligation est de 36 mois. Pour les femmes âgées de 18 à 26 ans, la durée est de 28 mois. Pour les femmes soldats dans les unités de combat, le service dure 36 mois.

Les dépenses militaires d’Israël s’élevaient à environ 23,4 milliards de dollars en 2022. Elles représentent donc environ 4,5 % du PIB d’Israël.

L’armée de défense d’Israël en chiffres

Personnel militaire, total	670’000
Militaires actifs	170’000
Réservistes	465’000
Unités paramilitaires	35’000
Forces aériennes	
Avions de chasse/ Intercepteurs	241
Avions pour les attaques au sol	39
Avions de transport	12
Avions spéciaux (par ex. reconnaissance)	23
Avion-citerne	14
Avions d’entraînement	155
Hélicoptère de combat	48
autres hélicoptères	146
Forces terrestres	
Char de combat	1’370
véhicules blindés	43’407
Artillerie	950
lance-roquettes autopropulsés	150
Forces navales	
Corvettes (petits navires de guerre)	7
Sous-marins	5
Bateaux de patrouille	45

Armes nucléaires

les ogives nucléaires	90

Source : Global Firepower



© MKR photoscene.ch

La protection des civils est essentielle

Tsahal s’est engagé à respecter le code « Purity of Arms« , qui exige explicitement la protection des civils du camp adverse. Le message central de ce guide est le suivant : un seul et même principe moral, fondé sur la dignité humaine et la valeur de la vie humaine, s’applique à tous les êtres humains, qu’il s’agisse d’Israéliens ou de civils ennemis non combattants. « L’esprit de Tsahal découle directement de la valeur de la dignité humaine », peut-on lire dans le guide. « C’est la valeur morale suprême et elle doit guider les soldats de Tsahal dans leurs actions ».

Il en va de même pour la guerre dans laquelle Israël a été entraîné par le Hamas et

le Jihad islamique le 7 octobre 2023. Près de 1 300 Israéliens et ressortissants étrangers ont été massacrés par les groupes terroristes opérant depuis Gaza, et plus de 240 personnes ont été prises en otage.

Depuis le début de la guerre, le Hamas et d’autres organisations terroristes ont également attaqué la population civile israélienne avec plus de 12 000 roquettes et mortiers tirés au hasard sur des villes, des localités et des kibboutz israéliens dans tout le pays. De nombreuses autres personnes ont été tuées et blessées par ces tirs. Plus de 150’000 Israéliens ont dû fuir (au 16.12.2023).

L’attaque des organisations terroristes palestiniennes, sans précédent dans l’histoire d’Israël, a entraîné une contre-attaque de Tsahal à Gaza, où le Hamas et le Jihad islamique ont leurs quartiers généraux.

Le gouvernement et le commandement militaire israéliens étaient conscients que la population civile de Gaza souffrirait énormément. Ils ont déclaré à plusieurs reprises que leur guerre était dirigée contre le Hamas et les autres organisations terroristes opérant à Gaza, et non contre la population civile. Comme les terroristes et leurs armes se cachent dans des zones résidentielles, des hôpitaux et des écoles, ainsi que dans un réseau de tunnels situés sous les colonies, les victimes civiles étaient et sont inévitables.

L’armée israélienne a donc averti dès le début la population civile de Gaza de ses attaques en distribuant des tracts, en appelant des téléphones portables à Gaza et en envoyant des messages textes, ainsi qu’en effectuant des tirs de sommation (« knock-on-roof »). Depuis le 7 octobre 2023, Israël a distribué 7,2 millions de tracts à Gaza, a envoyé 13,7 millions de SMS sur des numéros de téléphones portables enregistrés à Gaza et a appelé plus de 15 millions de fois, en partie avec des messages préenregistrés et en partie en direct.

Le 13 octobre 2023, Israël a également appelé plus d’un million de Gazaouis à migrer vers le sud pour se protéger. Ce faisant, Israël a accepté que des terroristes du Hamas se sauvent également de cette manière. Environ 1 120 000 personnes ont répondu à cet appel à ce jour.

Tsahal a attendu le 24 octobre 2023 pour lancer sa contre-offensive terrestre à Gaza. D’une part, pour recueillir des informations sur les otages enlevés le 7 octobre 2023. D’autre part, pour donner aux habitants de Gaza suffisamment de temps pour fuir vers le sud.

En novembre 2023, Tsahal a mis en place des couloirs d'évacuation temporaires afin de permettre à davantage de personnes de se déplacer vers le sud.

En décembre 2023, Tsahal a instauré un cessez-le-feu de quatre heures presque tous les jours pour permettre aux civils de se mettre à l'abri ou d'être soignés.

Soutien humanitaire

Tsahal surveille le transport de l'aide vers Gaza via les points de passage de Rafah et Kerem Shalom. Les forces israéliennes ont veillé à ce que le volume de l'aide augmente continuellement. Ainsi, le nombre de camions passant quotidiennement la frontière est passé d'une moyenne de 70 camions par jour avant la guerre à une moyenne de 110 camions (au 12 janvier 2024).

Contrairement à l'affirmation des Nations unies de décembre 2023 selon laquelle plus d'un demi-million de personnes souffraient de la faim à Gaza, il n'y a pas de pénurie de nourriture à Gaza, selon l'Autorité de coordination et de liaison pour Gaza (COGAT) du ministère israélien de la Défense. Cependant, il y aurait eu des problèmes de distribution de biens par l'ONU et d'autres organisations. En outre, le Hamas a détourné par la force des biens destinés à sa propre population civile et, comme le montrent des enregistrements vidéo, les a confisqués pour son propre compte.

Depuis le début de la guerre , 175 010 tonnes d'aide ont été acheminées vers Gaza. 9'500 camions ont ainsi franchi la frontière.

Les FDI agissent en vertu du droit national et international

Les FDI sont soumises au droit national et international, comme c'est le cas pour les armées des pays démocratiques. La Cour suprême israélienne joue un rôle significatif dans le contrôle civil de l'armée depuis le milieu des années 1990.

Selon le droit international humanitaire (DIH), seules les cibles militaires peuvent être attaquées en cas de conflit armé. Les attaques visant à tuer des civils sont interdites, même si elles sont susceptibles de produire des avantages militaires.

Toutefois, le droit international permet d'attaquer des cibles militaires en prenant le risque de tuer des civils. La proportionnalité doit être respectée. (Pour en savoir

plus sur l'importance de la proportionnalité dans la guerre, cliquez ici).

Comment Tsahal procède-t-il concrètement pour se conformer au droit national et international ? L'armée israélienne dispose d'experts juridiques qui sont impliqués à chaque étape de la planification d'une opération militaire. L'objectif est de s'assurer que les principes du droit international humanitaire (DIH) sont respectés. Le corps du procureur général militaire (Military Advocate General's Corps) joue un rôle crucial dans la mise en œuvre et le respect du droit dans l'armée israélienne.

Le rapport détaillé sur la guerre de Gaza de 2014 montre comment Tsahal planifie une opération militaire en vérifiant juridiquement, étape par étape, le respect du droit international humanitaire. Le lexique de Mena-Watch en donne un bon aperçu.

Le commentateur invité Martin Rhonheimer écrit dans la NZZ du 13.11.2023 : « Si l'armée israélienne veut détruire le Hamas, elle doit accepter de faire des victimes civiles. Elle y est contrainte . »

Israël commet-il un génocide à Gaza ?

L'Afrique du Sud a dénoncé Israël à la Cour internationale de justice pour génocide à Gaza. La Cour internationale de justice (CIJ) – à ne pas confondre avec la Cour pénale internationale – est un organe des Nations unies.

La plainte est dépourvue de fondement juridique. Le droit international qualifie de génocide ou de crime de génocide les actes visant à la destruction totale ou partielle d'un groupe national, ethnique, racial ou religieux. La définition de ce terme est due au juriste juif polonais Raphael Lemkin, qui a perdu toute sa famille dans l'Holocauste, à quelques exceptions près. En 1947, il a élaboré pour l'ONU un projet de loi visant à punir le génocide.

Pour qu'un pays soit reconnu coupable de génocide, il est essentiel qu'il ait l'intention de commettre un tel génocide. En d'autres termes, l'Afrique du Sud doit être en mesure de prouver qu'Israël, par sa guerre à Gaza, a pour objectif explicite d'exterminer la population palestinienne locale ou de rendre la bande côtière inhabitable.

Ce n'est clairement pas l'objectif d'Israël. Au contraire, Israël a déclaré clairement et à plusieurs reprises que son seul objectif était d'éliminer les organisations terroristes à Gaza et de libérer les otages du 7 octobre détenus par ces

organisations.

En conséquence, ce sont les membres du Hamas et du Jihad islamique ainsi que leur infrastructure militaire qui sont ciblés par Tsahal, et non la population civile palestinienne de Gaza. Israël tente de protéger la population civile de Gaza par de nombreuses mesures (voir ci-dessus).

On peut toutefois reprocher à Israël de ne pas avoir renvoyé du gouvernement les ministres radicaux qui demandent l'extermination ou l'expulsion des Palestiniens, mais de les avoir simplement suspendus de leurs fonctions.

En revanche, on ne peut pas imputer à Israël les victimes parmi la population civile de Gaza, qui sont utilisées par le Hamas comme boucliers humains ou empêchées de fuir vers le sud de la bande côtière. Ces victimes sont dues au Hamas et ne constituent pas une violation du droit humanitaire international par Israël.

Il en va de même pour les victimes civiles dues au fait que le Hamas dissimule ses infrastructures dans des écoles, des cliniques et des habitations ; en effet, les civils qui y vivent perdent également la protection prévue par le droit humanitaire international.

Alors qu'Israël respecte les lois internationales de la guerre, le Hamas les bafoue. Pourtant, la plainte déposée par l'Afrique du Sud ne fait aucunement mention des crimes du Hamas.

Proportionnellement, moins de victimes civiles que dans d'autres guerres

Les chiffres concernant les civils tués à Gaza montrent également à quel point l'accusation de génocide portée par l'Afrique du Sud est absurde. Selon une analyse publiée dans le Jewish Journal, les attaques de Tsahal contre des cibles militaires à Gaza ont fait nettement moins de victimes civiles, par rapport aux non-civils, que les conflits armés dans lesquels d'autres armées occidentales ont été impliquées au cours des dernières décennies.

Dans les guerres menées par des armées non occidentales, comme par exemple l'armée russe dans la guerre d'Ukraine, où les civils sont délibérément pris pour cible et terrorisés par des attaques de missiles, le nombre de victimes civiles est

encore nettement plus élevé.

Jusqu'à présent, la guerre a fait environ 23 700 morts, selon le ministère de la Santé à Gaza, contrôlé par le Hamas. Si les estimations de Tsahal sont correctes, ses forces ont tué environ 9 000 terroristes au 14 janvier 2024. Sur la base de ces chiffres, il y a donc eu 1,6 mort civil pour un terroriste tué. Ce chiffre est bas en comparaison avec les autres pays.

Les chiffres du ministère palestinien de la Santé ne précisent pas non plus combien de civils ont été tués par des roquettes du Hamas et du Jihad islamique qui ont été mal dirigées ou qui sont tombées trop tôt. Ce chiffre n'est probablement pas négligeable, car selon le rapport, environ 20 pour cent des plus de 11 000 roquettes tirées sur Israël n'ont pas atteint leur cible et ont plutôt explosé à Gaza même.

L'exemple le plus connu est celui de l'hôpital Al-Ahli. Une roquette y a explosé le 17 octobre 2023. Le ministère palestinien de la Santé a immédiatement accusé Israël d'être à l'origine de l'attaque et a fait état de 500 morts. Un examen ultérieur de l'affaire par les États-Unis et d'autres États, ainsi que par l'UE, a révélé qu'une roquette tirée à proximité de l'hôpital par des terroristes palestiniens avait explosé, tuant non pas 500 mais 50 personnes.

Pour compliquer le calcul du nombre de victimes civiles, il est souvent presque impossible de distinguer les terroristes des civils dans la réalité. En effet, à Gaza, les terroristes se mêlent à la population ou en font partie.

Le nombre de personnes tuées de part et d'autre est incontestablement un triste bilan. Mais comme tout autre État, Israël a le droit de se défendre et de protéger ses citoyens contre un adversaire qui a publiquement déclaré comme objectif la destruction d'Israël et l'extermination de sa population juive.

Le fait que l'Afrique du Sud accuse plutôt Israël de génocide est, comme l'écrit le New York Times , « A Moral Obscenity – une obscénité morale ».